

## **SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 24 AVRIL 2007.**

**Présents** : MM. GALANT J., Bourgmestre, Présidente;  
CAULIER G., HORNY D., EGELS J.P., DESMET-CULQUIN B.; DURIEUX J., Echevins;  
PIGEON M., HALLOT J-P., QUINTIN Y., DUBOIS G, POTTIEZ P., MAUROY-MOULIN-  
STALPAERT P., SENECAUT M., LEURIDANT G., MULLER L., ROBETTE-DELPUTTE  
F., VANDERKEL A., DELHAYE-DEBAUQUE I, MORCRETTE C., DECAMPS P.;  
Conseillers;

DELHAYE Michel Secrétaire Communal.

-----  
Monsieur BREUSE est excusé.

Avant le début de la séance, la Présidente prie d'excuser les quelques erreurs qui se sont glissées dans les projets de délibération (en cause copier-coller).

Elle informe ensuite que l'exposé de « Ventis Développement » sur les énergies alternatives est reporté à la séance du mois de juin, à la demande de l'orateur.

Mademoiselle GALANT donne connaissance de la remarque de Monsieur HALLOT concernant le procès-verbal du Conseil Communal du 31 janvier 2007 relative à l'ouverture des écoles communales durant les journées pédagogiques :

Monsieur HALLOT a demandé, lors des questions orales, à Monsieur l'Echevin de l'Instruction, si quand il y a journée pédagogique, les écoles communales sont ouvertes ou fermées?

L'Echevin de l'Instruction a répondu qu'effectivement les écoles sont ouvertes mais uniquement avec une garderie car les enseignants ne sont pas présents.

### **1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 13 MARS 2007 – PARTIE PUBLIQUE – APPROBATION.**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Approuve, à l'unanimité, le procès-verbal de la séance du 13 mars 2007 – partie publique.

-----

### **2. FINANCES – MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES POUR L'ACQUISITION DE MOBILIER DE BUREAU POUR LE CHATEAU COMMUNAL (LOT 1) ET POUR L'AMENAGEMENT DES NOUVELLES CLASSES DES ECOLES DE L'ENTITE (LOT 2) – MODE DE PASSATION DU MARCHE, DEVIS ESTIMATIF, DESCRIPTIF TECHNIQUE – APPROBATION.**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu la nécessité de remplacer le mobilier de bureau vieillissant de certains locaux administratifs du Château Communal (lot 1);

Vu la réaffectation de certains locaux dans le cadre de la réorganisation des services administratifs;

Vu la nécessité d'équiper certaines classes (nouveaux modules) des écoles de l'entité de nouveau mobilier scolaire (lot 2);

Vu la délibération du Conseil Communal du 31/01/2006 relative à l'adhésion de l'Administration Communale de Jurbise à la convention relative aux marchés publics du M.E.T;

Vu le devis estimatif réalisé par le Service Finances s'élevant à 5.000 € TVAC pour le lot 1 et de 4.500 € TVAC pour le lot 2;

Vu les crédits disponibles à l'article budgétaire 104/74252.2007 pour le lot 1 et 722/74198.2007 pour le lot 2;

Attendu qu'il y a lieu d'approuver le devis estimatif, ainsi que le principe de réaliser ce marché selon la procédure dite « du M.E.T »;

Attendu que la procédure dite « du M.E.T » permet également de comparer les offres des fournisseurs sélectionnés par la M.E.T;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Vu la loi du 24/12/1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (MB du 22/01/1994);

Vu l'arrêté royal du 08/01/1996 relatif aux marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics (MB du 26/01/1996);

Vu l'arrêté royal du 26/09/1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics (18/10/1996);

Sur proposition du Collège Communal,

**DECIDE : à l'unanimité**

#### ARTICLE 1ER.

D'approuver le devis estimatif au montant approximatif de 5.000 € TVAC pour le lot 1 et de 4.500 € TVAC pour le lot 2.

#### ARTICLE 2.

D'approuver, en vertu de la décision du Conseil Communal du 31/01/2006, le principe de réaliser ce marché selon la procédure dite « du M.E.T ».

### ARTICLE 3.

De transmettre extrait de la présente délibération à Monsieur le Receveur pour disposition.

-----

### **3. FINANCES – MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES D'ACCESSOIRES DE VOIRIE ET D'ÉGOUTTAGE EN BÉTON – CAHIER SPÉCIAL DES CHARGES, DEVIS ESTIMATIF, FIXATION DU MODE DE PASSATION DU MARCHÉ – APPROBATION.**

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Attendu que l'Administration Communale est souvent sollicitée pour effectuer des travaux de maintenance de voirie et d'égouttage tels que : raccordements au système d'égouttage des nouvelles habitations, réparations du revêtement de la voirie, petits travaux d'extension de voirie, petits travaux d'extension du réseau d'égouttage,...;

Attendu que pour réaliser ces divers travaux, l'Administration Communale est tenue de se fournir en matériaux et accessoires de voiries et d'égouttages en béton tels que des tuyaux de béton, des filets d'eau, des dalles pour trottoir,...;

Attendu ces travaux affectant directement et durablement l'importance, la valeur ou la conservation du patrimoine communal ne peuvent être considérés comme de l'entretien courant et doivent donc être repris au service extraordinaire;

Considérant qu'il y a lieu de passer un marché ayant pour objet la fourniture d'accessoires de voiries et d'égouttages en béton;

Considérant que le montant estimé, hors taxe sur la valeur ajoutée, du marché dont il est question à l'alinéa qui précède s'élève approximativement à 15.000 EUR;

Considérant que les crédits appropriés sont inscrits à l'article 421/73560.2007 au budget extraordinaire de l'exercice 2007;

Vu le cahier spécial des charges et le devis estimatif établi par le Service des Travaux;

Attendu qu'il y a lieu d'approuver le cahier spécial des charges et le devis estimatif, ainsi que de fixer le mode de passation du marché;

Vu l'Arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale;

Vu la loi du 24/12/1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (MB du 22/01/1994);

Vu l'arrêté royal du 08/01/1996 relatif aux marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics (MB du 26/01/1996);

Vu l'arrêté royal du 26/09/1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics (18/10/1996);

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Sur proposition du Collège Communal,

**DECIDE : à l'unanimité**

**ARTICLE 1ER.**

D'approuver le cahier spécial des charges relatif à la fourniture d'accessoires de voiries et d'égouttage « en béton », ainsi que le devis estimatif au montant de 15.000 € TVAC.

**ARTICLE 2.**

De fixer comme mode de passation de marché la procédure négociée sans publicité.

**ARTICLE 3.**

De transmettre extrait de la présente délibération à Monsieur le Receveur pour disposition.

-----

**4. FINANCES – MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES D'ACCESSOIRES DE VOIRIE ET D'EGOUTTAGE EN METAL ET PVC – CAHIER SPECIAL DES CHARGES, DEVIS ESTIMATIF, FIXATION DU MODE DE PASSATION DU MARCHE – APPROBATION.**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Attendu que l'Administration Communale est souvent sollicitée pour effectuer des travaux de maintenance de voirie et d'égouttage tels que : raccordements au système d'égouttage des nouvelles habitations et petits travaux d'extension du réseau d'égouttage;

Attendu que pour réaliser ces divers travaux, l'Administration Communale est tenue de se fournir en matériaux et accessoires de voiries et d'égouttages tels que avaloirs, tuyaux en PVC, trapillons,...;

Attendu ces travaux affectant directement et durablement l'importance, la valeur ou la conservation du patrimoine communal ne peuvent être considérés comme de l'entretien courant et doivent donc être repris au service extraordinaire;

Considérant qu'il y a lieu que soit passé un marché ayant pour objet la fourniture d'accessoires de voiries et d'égouttages en PVC et en métal;

Considérant que le montant estimé, hors taxe sur la valeur ajoutée, du marché dont il est question à l'alinéa qui précède s'élève approximativement à 15.000 EUR;

Considérant que les crédits appropriés sont inscrits à l'article 421/73560.2007 au budget extraordinaire de l'exercice 2007;

Vu le cahier spécial des charges et le devis estimatif établi par le Service des Travaux;

Attendu qu'il y a lieu d'approuver le cahier spécial des charges et le devis estimatif, ainsi que de fixer le mode de passation du marché;

Vu l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale;

Vu la loi du 24/12/1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (MB du 22/01/1994);

Vu l'arrêté royal du 08/01/1996 relatif aux marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics (MB du 26/01/1996);

Vu l'arrêté royal du 26/09/1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics (18/10/1996);

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Sur proposition du Collège Communal,

**DECIDE : à l'unanimité**

#### ARTICLE 1ER

D'approuver le cahier spécial des charges relatif à la fourniture d'accessoires de voiries et d'égouttage en PVC et en métal, ainsi que le devis estimatif au montant de 15.000 EUR TVAC.

#### ARTICLE 2.

De fixer comme mode de passation de marché la procédure négociée sans publicité.

#### ARTICLE 3.

De transmettre extrait de la présente délibération à Monsieur le Receveur pour disposition.

-----

**5. FINANCES – MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES DE BETON, DE SABLE ET DE STABILISE – CAHIER SPECIAL DES CHARGES, DEVIS ESTIMATIF, FIXATION DU MODE DE PASSATION DU MARCHE – APPROBATION.**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Attendu que l'Administration Communale est souvent sollicitée pour effectuer des travaux de maintenance de voirie et d'égouttage tels que : raccordements au système d'égouttage des nouvelles habitations, réparations du revêtement de la voirie, petits travaux d'extension de voirie, travaux d'extension du réseau d'égouttage,...;

Attendu que pour réaliser ces divers travaux, l'Administration Communale est tenue de se fournir en matériaux de voiries et d'égouttages (matières premières) tels que du béton, du sable, du stabilisé pour l'empierrement de la voirie;

Attendu ces travaux affectant directement et durablement l'importance, la valeur ou la conservation du patrimoine communal ne peuvent être considérés comme de l'entretien courant et doivent donc être repris au service extraordinaire;

Considérant qu'il y a lieu que soit passé un marché ayant pour objet des fournitures de matériaux de voiries et d'égouttages (matières premières);

Considérant que le montant estimé, hors taxe sur la valeur ajoutée, du marché dont il est question à l'alinéa qui précède s'élève approximativement à 20.000 EUR;

Considérant que les crédits appropriés sont inscrits à l'article 421/73560.2007 au budget extraordinaire de l'exercice 2007

Vu le cahier spécial des charges et le devis estimatif établi par le Service des Travaux;

Attendu qu'il y a lieu d'approuver le cahier spécial des charges et le devis estimatif, ainsi que de fixer le mode de passation du marché;

Vu l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale;

Vu la loi du 24/12/1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (MB du 22/01/1994);

Vu l'arrêté royal du 08/01/1996 relatif aux marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics (MB du 26/01/1996);

Vu l'arrêté royal du 26/09/1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics (18/10/1996);

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Sur proposition du Collège Communal,

**DECIDE : à l'unanimité**

## ARTICLE 1ER

D'approuver le cahier spécial des charges relatif à la fourniture de matériaux de voiries et d'égouttages, ainsi que le devis estimatif au montant de 20.000 € TVAC.

## ARTICLE 2.

De fixer comme mode de passation de marché la procédure négociée sans publicité.

## ARTICLE 3.

De transmettre extrait de la présente délibération à Monsieur le Receveur pour disposition.

-----

## **6. FINANCES – MARCHE PUBIC DE FOURNITURE ET INSTALLATION D'UN RIDEAU DE SCENE POUR LA SALLE « JACQUES GALANT » - DESCRIPTIF TECHNIQUE, DEVIS ESTIMATIF, FIXATION DU MODE DE PASSATION DU MARCHE – APPROBATION.**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Attendu que la salle culturelle « Jacques Galant » est de plus en plus utilisée pour la réalisation de spectacles;

Attendu que pour la réalisation de tels spectacles, l'acquisition d'un rideau de scène apporterait un plus non négligeable;

Attendu que l'acquisition d'un tel rideau permettrait d'étendre le nombre de location de la salle culturelle;

Vu la politique culturelle 2007 – 2013 de l'Administration Communale de Jurbise;

Vu le caractère extraordinaire de la dépense;

Considérant qu'il y a lieu que soit passé un marché ayant pour objet la fourniture et la pose d'un rideau de scène;

Considérant que le montant estimé TVAC du marché dont il est question à l'alinéa précédant s'élève approximativement à 6.250 EUR;

Vu le descriptif technique présenté par le Service Culture;

Vu la Loi du 24/12/1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (MB du 22/01/1994);

Vu l'Arrêté Royal du 08/01/1996 relatif aux marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics (MB du 26/01/1996);

Vu l'Arrêté Royal du 26/09/1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics (18/10/1996);

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et particulièrement l'article L1222-3;

Sur proposition du Collège Communal,

**DECIDE : à l'unanimité**

#### ARTICLE 1ER

D'approuver le descriptif technique, le devis estimatif et le mode de passation du marché par facture acquittée relatif à l'acquisition et la pose d'un rideau de scène pour la salle Jacques Galant.

#### ARTICLE 2.

De prévoir les crédits nécessaires par voie de modification budgétaire.

#### ARTICLE 3.

De transmettre extrait de la présente délibération à Monsieur le Receveur pour disposition.

-----

### **7. FINANCES – MARCHE PUBLIC DE FOURNITURE ET D'INSTALLATION D'UN ECRAN ENROULABLE MOTORISE POUR LA SALLE CULTURELLE « JACQUES GALANT » - FIXATION DU MODE DE PASSATION DU MARCHE, DEVIS ESTIMATIF ET DESCRIPTIF TECHNIQUE – APPROBATION.**

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Attendu que la salle culturelle Jacques Galant est de plus en plus utilisée pour la réalisation de spectacles;

Attendu que pour la réalisation de tels spectacles, l'acquisition d'un écran enroulable motorisé apporterait un plus non négligeable;

Attendu que l'acquisition d'un tel écran permettrait d'étendre le nombre de location de la salle culturelle;



Vu la politique culturelle 2007 – 2013 de l'Administration Communale de Jurbise;

Vu le caractère extraordinaire de la dépense;

Considérant qu'il y a lieu que soit passé un marché ayant pour objet la fourniture et la pose d'un écran enroulable motorisé;

Considérant que le montant estimé TVAC du marché dont il est question à l'alinéa précédant s'élève approximativement à 4.500 EUR;

Vu le descriptif technique présenté par le Service Culture;

Vu la Loi du 24/12/1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (MB du 22/01/1994);

Vu l'Arrêté Royal du 08/01/1996 relatif aux marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics (MB du 26/01/1996);

Vu l'Arrêté Royal du 26/09/1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics (18/10/1996);

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et particulièrement l'article L1222-3;

Sur proposition du Collège Communal,

**DECIDE : à l'unanimité**

#### ARTICLE 1ER

D'approuver le descriptif technique, le devis estimatif et le mode de passation du marché par facture acquittée relatif à l'acquisition et la pose d'un écran enroulable motorisé pour la salle culturelle Jacques Galant.

#### ARTICLE 2.

De prévoir les crédits nécessaires par voie de modification budgétaire.

#### ARTICLE 3.

De transmettre extrait de la présente délibération à Monsieur le Receveur pour disposition.

-----

### **8. FINANCES – CDLD ARTICLE L1311-5 – DEPENSE URGENTE RELATIVE A LA PARTICIPATION COMMUNALE DU BUDGET 2006 DE LA FABRIQUE D'EGLISE NOTRE DAME A HERCHIES-VACRESSE – RATIFICATION.**

## **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Attendu que la Commune de Jurbise est redevable auprès de la Fabrique d'Eglise de Notre Dame de Vacresse à Herchies, de la somme de 2.073,85 € relative à la quote-part communale pour les frais ordinaires de culte de l'exercice 2006;

Attendu que le budget de la Fabrique d'Eglise Notre Dame de Vacresse à Herchies a été modifié par la Députation Permanente après la réalisation des différentes modifications budgétaires communales;

Attendu que la Fabrique d'Eglise a des obligations auprès de ses fournisseurs liés au frais de culte;

Attendu que la Commune est tenue de suppléer à l'insuffisance des revenus de la Fabrique d'Eglise en application du Décret Impérial de 1809;

Attendu que les crédits de dépenses nécessaires seront inscrits aux exercices antérieurs de la première modification budgétaire communale 2007 afin de régulariser la situation;

Vu le caractère urgent de pourvoir à la dépense afin d'éviter des frais supplémentaires;

Vu la délibération du Collège Communal du 16 avril 2007 à l'application de l'article L1311-5 du Code de la Démocratie Locale et de la décentralisation;

### **DECIDE : à l'unanimité**

**Article 1<sup>er</sup>** De ratifier la dépense consentie par le Collège Communal en application de l'article L1311-5 du CDLD, à savoir la somme de 2.073,85 €.

**Article 2 :** De transmettre la présente délibération à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

-----

## **9. FINANCES – IGRETEC – GARANTIE DE L'EMPRUNT DE 46 MILLIONS D'EUROS DE L'IPFH, SECTEUR VI DANS LE CADRE DU FINANCEMENT DU RACHAT DES PARTS D'IGH DETENUES PAR ELECTRABEL – APPROBATION.**

### **LE COLLEGE COMMUNAL,**

Vu que l'Intercommunale Pure de Financement du Hainaut, par résolution du 10 novembre 2006, a décidé de contracter auprès DEXIA Banque un emprunt de 46.000.00,00 € afin de financer le rachat des parts dans le Gestionnaire Réseau de Distribution (IGH) entre 2007 et 2015;

Attendu que cet emprunt doit être garanti par une ou plusieurs communes associées;

### **LE CONSEIL COMMUNAL , à l'unanimité :**

**DECLARE** se porter caution solidaire envers DEXIA Banque, tant en capital qu'en intérêts, commissions et frais, de l'emprunt de 46.000.000,00 € en 20 ans contracté par l'Intercommunale proportionnellement à la part de garantie qui lui est dévolue, soit une part de 427.658,34 €, correspondant à 0,9 % de l'enveloppe globale de 46.000.000,00 €.

**AUTORISE** DEXIA Banque à porter au débit du compte courant de la commune, valeur de leur échéance, toutes sommes généralement quelconques dues par l'emprunteur et resteraient impayées par celui-ci à l'expiration d'un délai de 30 jours à dater de l'échéance. Pour information, l'administration garante recevra copie de la correspondance envoyée à l'emprunteur en cas de non-paiement dans les délais.

**S'ENGAGE**, jusqu'à l'échéance finale de cet emprunt et de ses propres emprunts conclus auprès de DEXIA Banque, à prendre toutes les dispositions utiles afin d'assurer le versement sur son compte ouvert auprès de cette société, de toutes les sommes qui y sont actuellement centralisées soit en vertu de la Loi (notamment sa quote-part dans le Fonds des Communes et dans tout autre Fonds qui viendrait s'y ajouter ou à le remplacer, le produit des centimes additionnels communaux aux impôts de l'Etat et de la province ainsi que le produits des taxes communales perçues par l'Etat) soit en vertu d'une convention, et ce nonobstant toute modification éventuelle du mode de perception de ces recettes.

**AUTORISE** irrévocablement DEXIA Banque à affecter les recettes susmentionnées au paiement de toutes sommes généralement quelconques dues par l'emprunteur et qui seraient portées au débit du compte courant de la Ville.

**CONFIRME** les engagements susvisés en ce qui concerne le paiement des sommes qui seraient réclamées par DEXIA Banque, en cas de liquidation de l'emprunteur, attendu d'autre part que celui-ci s'est engagé à rembourser immédiatement à DEXIA Banque le solde de sa dette en capital, intérêts et frais.

**S'ENGAGE**, en cas d'insuffisance des recettes susmentionnées pour le paiement des charges qui seraient portées en compte à la Ville, à faire parvenir directement à DEXIA Banque le montant nécessaire pour parfaire le paiement de sa dette. En cas de retard de paiement de tout ou partie des montants dus, des intérêts de retard sont dus de plein droit et sans mise en demeure, calculés conformément à l'article 15, § 4 de l'annexe à AR du 26 septembre 1996, relatif aux marchés publics, et cela pendant la période de défaut de paiement.

La présente autorisation, donnée par la commune, vaut délégation irrévocable en faveur de DEXIA Banque.

La présente délibération est soumise à la tutelle générale conformément à la Loi Communale et aux Décrets applicables.

-----

**10. FINANCES – CENTRE PUBLIC D’ACTION SOCIALE – MODIFICATION BUDGETAIRE N°1 DE L’EXERCICE 2007 – SERVICES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE – APPROBATION.**

Au service ordinaire, la modification budgétaire se présente comme suit :

	Selon la présente délibération		
	Recettes	Dépenses	Solde
D’après le budget initial ou la précédente modification	4.626.015,55	4.626.015,55	0
Augmentation de crédit (+)	58.153,34	64.838,82	-6.685,48
Diminution de crédit (-)	-1.314,52	-8.000,00	6685,48
Nouveau résultat	4.682.854,37	4.682.854,37	0

Au service extraordinaire, la modification budgétaire se présente comme suit :

	Selon la présente délibération		
	Recettes	Dépenses	Solde
D’après le budget initial ou la précédente modification	997.500,00	997.500,00	0
Augmentation de crédit (+)	0,00	10.173,00	-10.173,00
Diminution de crédit (-)	0,00	-10.173,00	10.173,00
Nouveau résultat	997.500,00	997.500,00	0,00

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Approuve par 17 voix pour et 3 abstentions la modification budgétaire n°1 de l’exercice 2007 du Centre Public d’Action Sociale – services ordinaire et extraordinaire.

-----

**11. TRAVAUX – MARCHE PUBLIC DE SERVICES – CONSTRUCTION DE CLASSES A L’ECOLE COMMUNALE D’ERBISOEUL – DESIGNATION D’UN AUTEUR DE PROJET – CAHIER SPECIAL DES CHARGES, DEVIS ESTIMATIF, FIXATION DU MODE DE PASSATION DU MARCHE ET DES CRITERES DE SELECTION QUALITATIVE – APPROBATION.**

Mademoiselle MORCRETTE s'interroge quant à l'estimation faite par le Collège Communal pour le montant des honoraires de l'auteur de projet.

La Présidente répond que cette estimation est faite sur base d'un pourcentage du coût moyen au mètre carré de ce type de construction.

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu la nécessité de procéder à la désignation d'un auteur de projet pour la construction de classes à l'école d'Erbisoeul;

Vu le cahier spécial des charges et le montant estimatif établis par le service des travaux;

Attendu qu'il y a lieu de fixer le mode passation de marché et d'approuver le cahier spécial des charges ainsi que le montant estimatif de la dépense;

Vu la loi du 24.12.1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (M.B. du 22.01.1994);

Vu l'arrêté royal du 08.01.1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics (M.B. du 26.01.1996);

Vu l'arrêté royal du 26.09.1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics (M.B. du 18.10.1996);

### **DECIDE : à 18 voix pour et 2 abstentions**

Article 1er. – D'approuver le cahier spécial des charges relatif à la désignation d'un auteur de projet pour la construction de classes à l'école d'Erbisoeul, ainsi que le devis estimatif au montant de 24.200 EUR T.V.A. comprise.

Article 2. - De fixer comme mode de passation de marché la procédure négociée sans publicité.

Article 3. – De prévoir les crédits nécessaires pour couvrir la dépense par voie de modification budgétaire.

Article 4. - De transmettre extraits de la présente délibération à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

Monsieur CAULIER demande aux abstentionnistes la raison de leur position.

Ceux-ci rétorquent que leur vote ne doit en aucun cas être motivé.

-----

## **12. TRAVAUX – MARCHE PUBLIC DE SERVICES – CONSTRUCTION DE CLASSES A L'ECOLE COMMUNALE D'ERBISOEUL – DESIGNATION D'UN COORDINATEUR DE SECURITE – CAHIER SPECIAL DES CHARGES,**

**DEVIS ESTIMATIF, FIXATION DU MODE DE PASSATION DU MARCHE ET  
CRITERES DE SELECTION QUALITATIVE – APPROBATION.**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu la nécessité de procéder à la désignation d'un coordinateur de sécurité pour le projet et la réalisation des travaux de construction de classes à l'école d'Erbisoeul;

Vu le cahier spécial des charges et le montant estimatif établis par le service des travaux;

Attendu qu'il y a lieu de fixer le mode passation de marché et d'approuver le cahier spécial des charges ainsi que le montant estimatif de la dépense;

Vu la loi du 24.12.1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (M.B. du 22.01.1994);

Vu l'arrêté royal du 08.01.1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics (M.B. du 26.01.1996);

Vu l'arrêté royal du 26.09.1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics (M.B. du 18.10.1996);

**DECIDE : à l'unanimité**

Article 1er. – D'approuver le cahier spécial des charges relatif à la désignation d'un coordinateur de sécurité pour le projet et la réalisation des travaux de construction de classes à l'école d'Erbisoeul, ainsi que le devis estimatif au montant de 4.840 EUR T.V.A. comprise.

Article 2. - De fixer comme mode de passation de marché la procédure négociée sans publicité.

Article 3. – De prévoir les crédits nécessaires pour couvrir la dépense par voie de modification budgétaire.

Article 4. - De transmettre extraits de la présente délibération à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

-----

**13. TRAVAUX – MARCHE PUBLIC DE FOURNITURE – ACQUISITION D'UNE  
BALAYEUSE DE VOIRIE – CAHIER SPECIAL DES CHARGES, DEVIS  
ESTIMATIF, FIXATION DU MODE DE PASSATION DU MARCHE ET DES  
CRITERES DE SELECTION QUALITATIVE – APPROBATION.**

Madame DELHAYE-DEBAUQUE s'interroge sur l'opportunité d'un tel achat.

L'échevin des travaux lui explique que cette balayeuse est capable non seulement de nettoyer de grandes surfaces lors de festivités mais aussi de débarrasser la voirie de tous les

déchets inhérents à l'activité agricole mais en plus qu'elle permet le nettoyage des bords de voirie actuellement effectué manuellement par les ouvriers communaux.

## **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu l'importance du réseau des voiries communales;

Vu la volonté du Collège Communal de veiller à la propreté et à la sécurité des voiries de l'entité;

Vu la nécessité pour ce faire de procéder à l'acquisition de matériel adéquat et plus précisément d'une balayeuse de voirie;

Vu le cahier spécial des charges établi par le service des travaux ;

Vu l'estimation de l'acquisition au montant de 163.350,00 EUR T.V.A. comprise;

Attendu qu'il y a lieu d'approuver le cahier spécial des charges et le devis estimatif, ainsi que de fixer le mode de passation du marché et les critères de sélection qualitative;

Vu la loi du 24.12.1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (M.B. du 22.01.1994);

Vu l'arrêté royal du 08.01.1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics (M.B. du 26.01.1996);

Vu l'arrêté royal du 26.09.1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics (M.B. du 18.10.1996);

Vu la loi 16.06.2006 relative à l'attribution, à l'information aux candidats et soumissionnaires et au délai d'attente concernant les marchés publics et certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

## **DECIDE : à 18 voix pour et 2 abstentions**

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges relatif à l'acquisition d'une balayeuse de voirie, ainsi que le devis estimatif au montant de 163.350,00 EUR T.V.A. comprise.

Article 2. - De fixer comme mode de passation de marché l'appel d'offres général.

Article 3. - De fixer les critères de sélection qualitative comme suit;

Renseignements et documents à fournir par les soumissionnaires :

1° Critère d'exclusion;

- une attestation O.N.S.S. couvrant l'avant-dernier trimestre civil écoulé par rapport à la date ultime pour le dépôt des offres (C.F. art. 90 de l' A.R. du 08.01.1996);

- une attestation sur l'honneur certifiant que la firme est en règle avec les obligations mentionnées à l'art. 43 de l' A.R. du 08.01.1996;

2° Critère de capacité financière et économique;

- une déclaration sur l'honneur concernant le chiffre d'affaires relatif aux produits faisant l'objet du présent marché, réalisé par l'entreprise au cours des trois derniers exercices (C.F. ART. 44 de l' A.R. du 08.01.1996);

3° Critère de capacité technique;

- une liste de références des principales fournitures similaires au présent marché durant les trois dernières années.

Article 4. - De prévoir les crédits nécessaires pour couvrir la dépense par voie de modification budgétaire.

Article 5. - De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Receveur pour disposition.

-----

#### **14. I.D.E.A. – ASSEMBLEE GENERALE DU 02 MAI 2007 – APPLICATION DU DECRET DU 19 JUILLET 2006 – APPROBATION.**

Le dossier est présenté par la Présidente.

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le décret du 19 juillet 2006 modifiant le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopérations entre communes;

**Considérant** l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale IDEA;

**Considérant** que la Commune de Jurbise a été mise en mesure de délibérer par courrier du 16 mars 2007;

**Considérant** que la Commune de Jurbise doit être représentée à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal;

**Considérant** qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre Ville à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale IDEA du 2 mai 2007;

**Considérant** que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'assemblée générale adressé par l'IDEA;

**Considérant** que les délégués rapportent à l'assemblée générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur conseil et qu'à défaut de délibération du conseil communal,



chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente;

**Considérant** toutefois qu'en ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux administrateurs et aux membres du collège des contrôleurs aux comptes et les questions relatives au plan stratégique, l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause;

- **Considérant** que le **premier point** inscrit à l'ordre du jour porte sur les modifications statutaires;

**Considérant** que l'assemblée générale du 29 novembre 2006 a approuvé les modifications statutaires imposées par le décret du 19 juillet 2006 relatif aux modes de coopération entre communes, entré en vigueur le 23 août 2006;

**Attendu** que par courrier du 14 février 2007, le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique, a notifié l'approbation des statuts de l'Intercommunale à l'exception de la modification apportée à l'article 62, alinéa 1<sup>er</sup> et a invité l'IDEA à apporter certaines précisions aux articles 16 alinéa 1<sup>er</sup>, 27 alinéa 1<sup>er</sup>, 34 alinéas 2 et 3, 35, 46, 48 et 52;

- **Considérant** que le **deuxième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur l'augmentation de capital du secteur II suite à l'affiliation au secteur Propreté Publique (parcs à conteneurs et collectes sélectives) des communes de Hensies et de Quiévrain qui, par délibération de leur Conseil communal des 21 et 27 février 2007, ont décidé de s'affilier au secteur II Propreté Publique de l'IDEA et de confier la gestion de leur parc à conteneurs ainsi que les collectes sélectives soit 2 activités sur 3 (à l'exception de la collecte des ordures ménagères) et ce avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2007;

**Considérant** que conformément aux dispositions statutaires et sur base de la population de ces communes au 1<sup>er</sup> janvier 2006, la souscription relative à ces affiliations correspond :

- pour HENSIES : à 1787 parts de 25 € soit une participation au capital du secteur II de 44.675 €;
- pour QUIEVRAIN : à 1750 parts de 25 € soit une participation au capital du secteur II de 43.750 €;

**Attendu** que la libéralisation du capital se fera à concurrence de 25 % par an et débutera rétroactivement le 1<sup>er</sup> janvier 2007;

- **Considérant** que les **troisième, quatrième et cinquième points** inscrits à l'ordre du jour portent sur la présentation et l'approbation du bilan et compte de Résultats 2006 et le rapport du réviseur;

**Considérant** que le Conseil Communal a pris connaissance de l'ensemble des documents relatifs au Bilan et aux comptes de Résultats 2006;

- **Considérant** que le **sixième point** de l'ordre du jour porte sur la décharge à donner aux administrateurs et au réviseur;

**Considérant** qu'en effet, conformément à l'article 23 des statuts de l'IDEA, l'Assemblée générale est invitée à donner, par un vote spécial, décharge de leur mission pour l'exercice 2006, aux administrateurs et au Réviseur;

- **Considérant** que le septième point de l'ordre du jour porte sur le plan stratégique 2007;

**Considérant** que le plan stratégique 2007 a été approuvé par le Conseil d'Administration de l'IDEA en date du 7 février 2007;

**Attendu** qu'il s'agit du dernier plan stratégique annuel adopté par l'Intercommunale suite à l'entrée en vigueur du décret du 19 juillet 2006 qui prévoit pour l'avenir des plans stratégiques à 3 ans;

- **Considérant** que le huitième point de l'ordre du jour porte sur une prise de participation au capital d'IDE IMMO II de plus de 10 %;

**Attendu** qu'en séance du 3 mars 2004, le Conseil d'Administration a marqué son accord sur la constitution de la SA IDE IMMO dont le capital était ventilé comme suit :

- TPF 74,9 %

- IDEA 25,1% et dont l'objet social est le suivant : "Opérations immobilières et études ayant trait au projet immobilier de construction de « logements sociaux et moyens » dans les zones géographiques couvertes par l'Intercommunale IDEA";

**Attendu** que dans le cadre de la mise en œuvre de cet objet social sur le site des Grands Prés à Mons, la constitution d'une nouvelle SA, intitulée IDE IMMO II a été acceptée par le Conseil d'Administration du 14 mars 2007.

L'objet social sera limité à la réalisation : *"tant pour son compte propre que pour le compte de tiers ou en participation avec des tiers, de toutes opérations immobilières, de gestion et de promotion et toutes études ayant trait au projet immobilier relatif au complexe immobilier comprenant soixante-huit appartements répartis sur quatre immeubles à ériger sur le site "Les Grands Prés" rue de la Sucrierie, à l'intersection avec l'Avenue des Bassins à Mons";*

Que le capital social s'élève à 62.000 € dont 10% Ibérés par IDEA et 90% par la SA TPF;

**Considérant** que la SA TPF s'est engagée à céder 15% des parts de manière à porter la participation de l'IDEA à 25,1%;

- **Considérant** que le neuvième point de l'ordre du jour porte sur la nomination du réviseur;

**Considérant** qu'une procédure négociée sans publicité a été lancée par le biais de la consultation de 4 bureaux de révisorats auxquels un cahier spécial des charges a été communiqué;

**Considérant** que l'IDEA a reçu deux offres qui répondent aux critères de sélection qualitative comme demandé dans le cahier spécial des charges, un mémoire descriptif de la mission;

**Considérant** que le Conseil d'Administration de l'IDEA du 14 mars a analysé les offres;

**Attendu** que les offres sont quasi équivalentes;

**Attendu** cependant que l'expérience du Bureau TCLM et la mise à disposition de deux réviseurs ont conduit le Conseil d'Administration à proposer à l'Assemblée Générale de retenir le bureau TCLM;

- **Considérant** que le **dixième point** de l'ordre du jour porte sur la fixation du montant du jeton de présence des Administrateurs et membres des organes de gestion;

**Attendu** que réuni en séance le 14 mars 2007, le Comité de rémunération de l'IDEA a décidé de proposer à l'Assemblée générale de fixer le jeton de présence à 150 € pour les administrateurs et membres des comités de gestion de secteur;

- **Considérant** que le **onzième point** de l'ordre du jour porte sur le renouvellement du Conseil d'Administration;

**DECIDE : à l'unanimité**

- **d'approuver** les modifications statutaires aux articles 16 alinéa 1<sup>er</sup>, 27 alinéa 1er, 34 alinéas 2 et 3, 35, 46, 48, 52 et 62 alinéa 1er.
- **d'approuver** l'affiliation au 1<sup>er</sup> janvier 2007 des Communes d'Hensies et de Quiévrain au secteur Propreté Publique pour les activités de gestion des parcs à conteneurs et des collectes sélectives et d'approuver les augmentations de capital y afférentes à savoir:
  - 1.787 parts à 25 € soit 44.675 € pour Hensies
  - 1.750 parts à 25 € soit 43.750 € pour Quiévrain.
- **d'approuver** la modification de l'article 10 des statuts afin d'y insérer le montant de participation de Hensies et Quiévrain au secteur Propreté publique.
- **d'approuver** les comptes 2006.
- **de donner décharge** aux Administrateurs et au Réviseur pour l'accomplissement de leur mission au cours de l'exercice 2006.
- **d'approuver** le plan stratégique 2007.
- **d'approuver** la demande de majoration de la participation de l'IDEA au capital de IDE IMMO II de 10 à 25,1%.
- **d'approuver** la désignation du Bureau TCLM de Mons en tant que réviseur d'entreprises de l'IDEA pour les années 2007, 2008 et 2009 aux conditions de son offre 21.750 € HTVA par an et en cas de cessation de la branche d'activité télédistribution fin 2007 au montant de 18.000 € HTVA pour 2008 et 2009.
- **d'approuver** la fixation du montant du jeton de présence à 150 € pour les administrateurs et les membres des comités de gestion de secteur.

-----

**15. ELECTIONS LEGISLATIVES DU 10 JUIN 2007 – ARRETE DE POLICE DU GOUVERNEUR – INFORMATION.**

## **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu la loi du 06 mars 1818 concernant les peines à infliger pour les contraventions aux mesures générales d'administration intérieure, ainsi que les peines qui pourront être statuées par les règlements des autorités provinciales ou communales, notamment les articles 1 et 2 qui ont été modifiés par la loi du 05 juin 1934 et par la loi du 14 juin 1963 concernant les contraventions aux règlements administratifs;

Vu la loi provinciale du 30 avril 1836, notamment les articles 124 et 128;

Vu la loi du 29 juillet 1934 interdisant les milices privées, notamment l'article 2bis, modifié par la loi du 04 mai 1936;

Vu l'article 119bis de la nouvelle loi communale relatif à l'imposition de sanctions administratives pour réprimer les infractions aux règlements et ordonnances de police portant notamment sur l'interdiction des inscriptions sur la voie publique et vu l'article 134 de la nouvelle loi communale permettant au bourgmestre d'intervenir par ordonnance de police en cas de trouble de l'ordre public;

Vu la loi du 04 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques;

Vu les lois du 11 mars 2003 sur certains aspects juridiques des services de la société de l'information;

Vu l'arrêté royal du 04 avril 2003 visant à réglementer l'envoi des publicités par courrier électronique;

Considérant que, nonobstant les dispositions contenues dans les règlements communaux, il est absolument nécessaire, durant la période des élections parlementaires fédérales, de prendre des mesures en vue d'interdire le transport nocturne de tout le matériel destiné aux activités visées par l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté;

Considérant qu'il y a également lieu de décréter une interdiction du transport de tous les objets constituant un danger pour la sécurité publique pendant la même période et aux mêmes heures, au sens de l'article 2bis de la loi du 29 juillet 1934 interdisant les milices privées;

Vu ce qui précède et afin de préserver l'ordre public durant la campagne électorale;

### **ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : entre 22h00 et 07h00, à partir du 24 mars 2007 et cela jusqu'au 09 juin 2007 ainsi que du 09 juin 2007 à 22h00 au 10 juin 2007 à 15h00, il sera interdit d'apposer des inscriptions, des affiches, des représentations picturales ou photographiques, des tracts et des papillons, même aux endroits qui sont destinés à l'affichage par les autorités communales ou à ceux pour lesquels une autorisation préalable et écrite a été donnée par le propriétaire ou par l'utilisateur,

pour autant que le propriétaire ait également donné au préalable son autorisation écrite.

**L’AFFICHAGE A D’AUTRES ENDROITS RESTE A TOUT MOMENT INTERDIT.**

**Article 2 :**     §1<sup>er</sup> : pendant les mêmes heures et durant la même période, il est également interdit de procéder à tout transport d’affiches, de représentations picturales ou photographiques, de tracts et de papillons, ainsi que de tout matériel destiné à leur affichage ou à toute inscription.

§2 : il est interdit de distribuer des tracts, photos ou supports de propagande électorale à partir du 09 juin 2007 à 22h00 jusqu’au 10 juin 2007 à 15h00. Aucun panneau, fixe, mobile ou apposé dans ou sur des véhicules ne se trouvera, pendant la même période, sur le domaine public, en ce compris la voirie du territoire du Royaume.

**Article 3 :** nonobstant les transports régulièrement autorisés, le transport entre les mêmes heures et durant la même période d’objets dangereux pour la sécurité publique, au sens de l’article 2bis de la loi du 29 juillet 1934 interdisant les milices privées, est également interdit.

**Article 4 :** les affiches, représentations picturales et photographiques, tracts et papillons destinés à être affichés en contravention avec l’interdiction citée à l’article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, tout le matériel destiné à leur affichage ou pour l’apposition d’inscriptions ainsi que tous les objets pouvant entraîner un danger au sens du présent arrêté seront saisis en vue de leur confiscation, conformément à ce que stipulent les articles 42 et 43 du Code pénal.

**Article 5 :** entre 22h00 et 07h00, à partir du 24 mars 2007 et cela jusqu’au 09 juin 2007, ainsi que du 09 juin 2007 à 22h00 au 10 juin 2007 à 15h00, il sera interdit d’organiser des caravanes motorisées dans le cadre des élections.

**Article 6 :**     §1<sup>er</sup> : quand une caravane motorisée est organisée sur la voie publique, l’organisateur doit prévenir l’autorité communale des différentes communes par lesquelles cette caravane passerait. Les caravanes motorisées doivent se dérouler suivant les règles de l’arrêté de police relatif aux caravanes motorisées établi par le Gouverneur de la Province.

§2 : le début et la fin d’une caravane motorisée doivent être clairement indiqués, d’une manière appropriée, sur la première et la dernière voiture de la caravane.

§3 : la composition et la longueur de la caravane motorisée ne peuvent occasionner des troubles de l’ordre, de la sécurité et de la tranquillité publique et elles ne peuvent perturber la circulation.

**Article 7 :** les bureaux de vote à scrutin traditionnel seront ouverts le dimanche 10 juin 2007 de 8h00 à 13h00, les bureaux de vote à scrutin électronique resteront toutefois ouverts jusqu’à 15h00.

**Article 8 :** les dispositions de la loi du 04 juillet 1989 susmentionnée sont d'application. La période de blocage pour les dépenses électorales est fixée à la date du 24 mars 2007. A partir de cette date, il est interdit de distribuer des cadeaux ou gadgets, de procéder à des campagnes publicitaires par téléphone, fax ou SMS/MMS, de diffuser des spots publicitaires à la radio, à la télévision et dans les cinémas ou d'utiliser des panneaux publicitaires commerciaux, des affiches ou des panneaux publicitaires non commerciaux de superficie supérieure à 4m².

**Article 9 :** les dispositions des lois du 11 mars 2003 sont intégralement d'application. Sauf les exceptions définies par l'arrêté royal du 04 avril 2003, l'utilisation du courrier électronique est interdite sans le consentement préalable, libre, spécifique et informé du destinataire des messages. Cette réglementation doit être interprétée au sens large et entend viser également les SMS. Les sanctions pénales d'application sont fixées à l'article 26 de cette loi.

**Article 10 :** les contrevenants aux dispositions du présent arrêté de police seront sanctionnés des peines prévues à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 06 mars 1818, modifiée par les lois du 05 juin 1934 et du 14 juin 1963 concernant les contraventions aux règlements administratifs.

**Article 11 :** le présent arrêté de police entre en vigueur dès son affichage par le Bourgmestre aux endroits habituellement réservés aux notifications officielles.

-----

**16. RENOUVELLEMENT DE LA C.C.A.T. – CREATION D'UNE C.C.A.T.M.  
(COMMISSIONS CONSULTATIVES COMMUNALES D'AMENAGEMENT DU  
TERRITOIRE ET DE MOBILITE – DECISION DE PRINCIPE – APPROBATION.**

Le dossier est présenté par la Présidente.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Considérant** que le nouveau Conseil Communal a été installé le 04 décembre 2006, suite aux élections du 08 octobre 2006;

**Vu** le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Vu** l'article 7 du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

**Vu** le Décret du 15 février 2007 modifiant l'intitulé de la section 2 du chapitre IV du titre Ier du livre Ier et les articles 1<sup>er</sup>, 7 et 12 du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

**DECIDE : à l'unanimité**

**Article 1er :** de renouveler la Commission Consultative d'Aménagement du Territoire et de l'adapter aux Décret du 15 février 2007.

**Article 2.** : de charger le Collège communal de lancer un appel public aux candidats conformément à l'article 7§ 3 du C.W.A.T.U.P.

**Article 3.** : d'adresser la présente délibération au Ministère de la Région Wallonne – Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, Direction de l'Aménagement local, rue des Brigades d'Irlande 1 à 5100 Jambes.

-----

**17. QUESTION(S) ORALE(S).**

Monsieur MULLER demande ce qu'il en est du site internet communal.

Mademoiselle GALANT répond que le site est en voie d'adaptation par un membre du personnel. Elle s'engage à ce que le nouveau site internet soit opérationnel pour le prochain Conseil Communal.

Elle informe ensuite les conseillers communaux que le prochain Conseil Communal se tiendra le 22 mai 2007 à 20 heures.

Monsieur MULLER s'interroge sur le non passage du disco bus provincial sur le territoire communal.

L'échevin de la culture s'engage à prendre contact avec les responsables concernés afin d'envisager le passage de ce service dans l'entité.

-----

**HUIS CLOS...**

-----

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance.

**PAR LE CONSEIL,**

Le Secrétaire,

La Présidente,